



Tisser des liens de solidarité avec les femmes du Soudan

En mars 2005, la Marche mondiale des femmes a entrepris un périple qui l'a menée du Brésil au Burkina Faso, en passant par plusieurs autres pays, pour faire connaître la Charte mondiale des femmes pour l'humanité. Dans chaque pays, des femmes ont illustré leur vision d'un monde idéal sur des pièces de tissu qui ont été assemblées pour former une courtepointe de solidarité mondiale. Cette courtepointe a été exposée lors du Forum social mondial au Kenya, en janvier 2007. Notre homologue au Soudan, le Gender Centre for Research and Training, a participé à la confection de la pièce soudanaise de cette courtepointe. Lors d'une récente visite au Soudan, l'une des membres de l'équipe d'Inter Pares, Caroline Boudreau, a parlé à des Soudanaises de leur participation à cette œuvre collective et de leur lutte plus vaste en vue de bâtir des rapports de solidarité et de soutien mutuel. Voici un extrait du journal de voyage de Caroline.



CAROLINE BOUDREAU

« J'étais si émue de voir en photo la pièce soudanaise de la courtepointe de la Marche mondiale des femmes exposée au Forum social mondial à Nairobi! Même si je ne pouvais pas la voir en personne, j'ai senti que nous étions là nous aussi », déclare Omaima El-Mardi, une des membres fondatrices du Gender Centre for Research and Training. Elle était ravie de constater qu'après des mois d'efforts, la petite pièce de tissu – une *dmouria* de coton soudanais traditionnel tissée par des femmes de régions pauvres – avait finalement été assemblée à d'autres pièces des quatre coins du monde pour former une courtepointe mondiale.

Mes collègues du Soudan rêvaient de m'accompagner au Forum social mondial à Nairobi, mais elles en ont été empêchées par les problèmes de la vie courante au Soudan, dont la difficulté de se procurer des visas de voyage. Même si elles ont dû se contenter d'une photo de la courtepointe, cela a suffi à bien des égards. Cette simple pièce de tissu évoque tant d'histoires de courage et de résistance de la part des Soudanaises.

Le dernier soir à Khartoum, Omaima m'a raconté comment la pièce a été créée. Issues d'organismes, de régions, d'ethnies, de langues et de religions différentes, trente Soudanaises se sont réunies pour s'entendre sur ce qui devait figurer sur leur *dmouria*, et pour la tisser ensemble. Malgré la répression politique constante, ces femmes ont réussi à surmonter leurs différences pour célébrer leur diversité, recréant les ponts et les rapports détruits par des années de guerre, de méfiance, de marginalisation et d'oppression.

Ensemble, nous tissons la trame d'un engagement commun envers la participation citoyenne des femmes et leur pleine contribution à un Soudan pacifique et démocratique.

Ce travail collectif sur la courtepointe est un symbole éloquent de la ténacité des femmes du Soudan. Il y a dix ans, pendant l'une des périodes les plus répressives pour les femmes, Omaima et cinq autres militantes ont mis sur pied le Gender Centre. Chacune apportait ses craintes et ses espoirs, son passé et son avenir – ensemble, elles ont forgé les liens d'une profonde solidarité, déterminées à créer quelque chose de nouveau : un centre voué à la promotion et à la défense des droits des femmes au Soudan. Inter Pares a le privilège de faire partie du nombre croissant d'individus et d'organismes qui collaborent avec le Gender Centre. Ensemble, nous tissons la trame d'un engagement commun

envers la participation citoyenne des femmes et leur pleine contribution à la vie sociale, culturelle, économique et politique d'un Soudan pacifique et démocratique.

Grâce à un morceau de *dmouria*, des femmes du Darfour, de Khartoum, des

monts Nuba, du Sud-Soudan et de l'Est du pays ont tissé des liens – entre elles et avec un mouvement mondial pour les droits des femmes. Dans ce *Bulletin*, nous vous faisons part de l'inspiration et de la détermination de nos collègues du Gender Centre qui luttent contre l'adversité en s'unissant pour bâtir un avenir meilleur pour toutes et pour tous. ❧

Son histoire : entrevue avec Neimat Kuku Mohamed

Coordonnatrice de la recherche au Gender Centre, Neimat Kuku Mohamed est aussi l'une des six fondatrices du centre. Elle raconte à Caroline Boudreau son expérience de militante pour le changement social au Soudan.

Neimat, vous avez toujours été fière de vous présenter comme une militante. Qu'est-ce qui vous a inspiré un tel engagement à l'égard des enjeux communautaires?

Quand j'ai commencé l'université, l'engagement envers la démocratie et les droits de la personne faisait déjà partie intégrante de ma vie. J'étais assez indépendante et j'ai décidé de partir seule pour étudier à la faculté d'agriculture de l'Université Zagazig, située en milieu rural dans l'est de l'Égypte. C'est là que j'ai travaillé avec des petits agriculteurs et agricultrices et que j'ai appris à connaître leurs difficultés quotidiennes.

À mon retour au Soudan en 1981, je suis tout de suite devenue membre de la SWU (Union des femmes soudanaises) et de l'ATU (Syndicat agricole). C'était au début des programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale au Soudan, qui affectaient tous les aspects de la société soudanaise, des politiques en éducation jusqu'à l'agriculture à petite échelle.

À ce moment-là, je travaillais pour l'agence gouvernementale d'agriculture. J'ai senti le besoin de comprendre l'état de la situation, notamment pour les agricultrices. Quand j'ai demandé à mon patron de m'autoriser à faire des visites en milieu rural, il était renversé qu'une femme songe à cela. Après l'avoir convaincu, je suis allée à el-Gadarif et une des choses qui m'a le plus frappée, c'est que les agricultrices n'avaient pas le droit de posséder des terres.



CAROLINE BOUDREAU

Consulter www.interpares.ca pour voir et entendre des extraits de l'entrevue avec Neimat Kuku Mohamed (disponible seulement en anglais).

Dans mon travail, j'ai souligné l'importance des enjeux féminins, tout en continuant de participer activement à la SWU et à l'ATU. Après le coup militaire en 1989, quand le régime intégriste actuel a pris le pouvoir, on a dissous plusieurs syndicats, dont la SWU, et plusieurs de leurs membres ont perdu leur emploi au sein du gouvernement. Ce fut mon cas. Ils ne pouvaient pas me congédier pour la simple raison que j'étais membre de la SWU, alors ils ont cherché un prétexte. On m'a demandé de signer une note de service m'obligeant à porter « une tenue musulmane » – autrement dit, un voile. J'ai refusé. C'est donc le motif officiel de mon congédiement.

Oser rêver : le Gender Centre célèbre son 10^e anniversaire

« **D**epuis la création du Gender Centre en 1997, nous n'avons jamais reculé devant les questions épineuses, comme la violence sexuelle contre les femmes, pas plus que nous n'avons hésité à promouvoir les droits des femmes auprès des décideurs politiques – c'est justement pour cela que nous nous sommes réunies. » Asha, Neimat, Oaima, Ahmed, Mariam et leurs collègues présentent leur histoire avec passion à la veille d'une série d'événements spéciaux marquant le 10^e anniversaire du Gender Centre.

Le Gender Centre veut susciter dans la société soudanaise un vaste débat sur le droit des femmes à l'égalité et à la participation citoyenne, en documentant l'oppression des femmes et en la dénonçant. C'est loin d'être facile, vu les contraintes que subissent les femmes sur une base quotidienne. Au Soudan, la société nie encore l'existence de la violence contre les femmes, même si 90 % d'entre elles sont victimes de mutilations génitales, qu'une femme divorcée n'a pas le droit de marcher sur la rue sans être accompagnée d'un chaperon et que la sexualité est un sujet tabou à un point tel qu'une adolescente peut être jetée en prison pour le simple motif qu'elle est enceinte.



CAROLINE BOUDREAU

En 1997, je faisais partie d'un groupe de six militantes soudanaises qui ont eu l'idée de créer le Gender Centre for Research and Training, fondé sur l'action proactive dans le but d'aider les gens – les femmes comme les hommes – à soulever des questions essentielles sur les droits des femmes et l'égalité des sexes. Nous ne voulions pas simplement faire de la recherche ou de la formation. Pour nous, il était primordial que ces activités soient enracinées dans les expériences des femmes et que les celles-ci commencent à s'organiser pour défendre leurs intérêts.

De quelle façon les Soudanaises sont-elles organisées aujourd'hui?

Il y a eu un changement radical au cours des vingt dernières années : les femmes ont commencé à s'organiser sans la plateforme traditionnelle de la SWU. On assiste aujourd'hui à l'émergence d'un mouvement de femmes pluraliste au Soudan. Issues de toutes les couches de la société – camps de personnes déplacées, secteur informel, monde rural – des femmes se rassemblent pour faire entendre leur voix. La culture politique du respect des droits de la personne s'enracine chez les femmes de milieux et d'intérêts divers. L'un des défis actuels à relever, c'est d'enrichir cette diversité et la renforcer.

Au cours des dix dernières années, comment le Gender Centre a-t-il travaillé à faire changer les choses?

Nous avons toujours travaillé à plusieurs niveaux, avec divers groupes : des femmes dans les camps aux décideurs politiques à Khartoum, en passant par les juristes qui réclament des amendements constitutionnels favorables aux femmes et les leaders communautaires.

Dans un pays affecté par des décennies de conflit, le Gender Centre est en train de bâtir une autre conception de la paix, en réunissant des femmes de tribus, d'ethnies et de régions différentes pour revendiquer un rôle central dans la promotion et la mise en œuvre de futurs processus de paix.

Les membres du Gender Centre donnent l'exemple en démontrant comment les femmes sont capables de surmonter les divisions idéologiques pour accroître leur influence au sein d'un système politique où elles sont carrément marginalisées. Elles nouent le dialogue avec toutes les couches de la société : ONG, militantes et militants soudanais, membres de divers partis politiques, jeunes, personnes déplacées à l'intérieur du pays, juristes, journalistes, leaders communautaires et alliés internationaux.

Inter Pares félicite le Gender Centre à l'occasion de cet anniversaire qui marque un jalon important de son histoire.

En plus du généreux soutien de ses donatrices et donateurs, Inter Pares veut souligner l'aide et l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), de la Fondation internationale Roncalli et du Fonds de justice sociale des travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile (TCA) qui ont tous contribué au travail du Gender Centre.

Depuis dix ans, le Gender Centre contribue à l'essor d'une culture du dialogue entre la société civile et l'État. Nous aidons les acteurs de la société civile à découvrir qu'ils peuvent changer les politiques et créer des liens constructifs entre les individus, l'État et ses institutions, en recourant à des instruments juridiques tels que la Déclaration des droits et la Constitution nationale, qui comportent un cadre des droits de la personne assez progressiste. Les femmes du secteur informel ont ainsi invoqué la Constitution pour contester le décret du *wali*, qui les empêchait de travailler dans les lieux publics.

Compte tenu de toutes les transitions vécues par le Soudan sur le plan social et politique, comment envisagez-vous l'avenir pour les jeunes femmes et les jeunes hommes d'ici?

Nos jeunes ont perdu toute confiance envers les vieilles institutions politiques, celles de l'État comme celles de la société civile. Ils ne se reconnaissent pas dans les gouvernants intégristes au pouvoir, et ils ne se sentent pas plus représentés par les groupes traditionnels comme la SWU ou même plusieurs ONG soudanaises.

Depuis la signature de l'Accord de paix entre le Nord et le Sud-Soudan, on voit beaucoup d'activité sur les campus – les jeunes parlent de paix, de droits de la personne et même de sexualité. Je pense que notre génération doit rester ouverte aux nouvelles formes de militantisme. Ce n'est plus seulement par des conférences ou des forums que l'on contribue au débat social. Les jeunes utilisent la musique, l'Internet et les téléphones cellulaires pour s'organiser. Ils trouvent leurs propres solutions et leurs propres réponses parce que la société les a déçus. Il faut s'adapter à ces nouvelles façons de mobiliser les gens et partager nos luttes. ✂



Caroline Boudreau (deuxième à droite) d'Inter Pares en compagnie de membres de l'équipe du Gender Centre.

Coup d'œil sur le Soudan

Pour mieux saisir la situation complexe du Soudan, voici quelques informations clés sur ce pays à la croisée de plusieurs réalités géographiques, culturelles et sociales.

Géographie

- Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, avec une superficie de 2 500 000 km².
- Le Soudan est entouré de neuf autres pays et bordé par la mer Rouge.
- Sa capitale, Khartoum, est au confluent de deux fleuves, le Nil Bleu et le Nil Blanc.
- Le climat va des régions désertiques du Nord au vert luxuriant du Sud.

Population

- La population du Soudan est d'environ 35 millions de personnes.
- Le Soudan compte l'une des populations déplacées les plus importantes au monde. Plus de 5 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays.
- Même si l'anglais et l'arabe sont les deux seules langues officielles, on y parle plus de 400 langues et dialectes.
- La majorité de la population est de confession musulmane et une partie de la population est chrétienne ou animiste.
- Le Soudan est une société multiculturelle où se côtoient plusieurs identités ethniques : arabe, beja, dinka, fur, nubienne, nuér et plusieurs autres.

Économie et ressources naturelles

- Première découverte de pétrole par Chevron dans le Sud-Soudan en 1978.
- En 1999, le Soudan a commencé à exporter du pétrole brut – c'est maintenant la principale source de revenus gouvernementaux.
- La production agricole reste le principal secteur économique du Soudan – elle emploie 80 % de la main-d'œuvre.
- L'appauvrissement de la population soudanaise a été exacerbé par les conflits internes de longue date, l'imposition de mesures d'ajustement structurel par la Banque mondiale, la privatisation et la militarisation de l'économie.

Histoire du pouvoir politique

- De 1899 à 1955, le Soudan a été colonisé par les Britanniques, sous un régime de condominium avec les Égyptiens.
- Les divisions entre le Nord et le Sud-Soudan ont été exacerbées pendant le régime colonial. Il était illégal de se déplacer d'une région à l'autre du pays.
- Depuis son accession à l'indépendance en 1956, le Soudan est pris dans un cercle vicieux de gouvernements éphémères démocratiquement élus et de dictatures militaires prolongées.
- En 1983, on décrète que le droit soudanais est désormais fondé sur la charia, la loi canonique islamique.
- En 1989, Omar Al-Bashir du Front islamique national prend le pouvoir à la suite d'un coup militaire appuyé par les groupes islamistes. Il est toujours président du Soudan.

La lutte pour la paix

- La première guerre civile entre le Nord et le Sud-Soudan sévit de 1956 à 1972.
- Des violations systématiques d'ententes préalables par l'État soudanais, combinées à la montée de l'islamisme à la fin des années 1970 et à la découverte de pétrole au Sud-Soudan, entraînent le déclenchement d'une deuxième guerre civile de 1983 à 2005, entre le régime de Khartoum et l'Armée de libération populaire du Soudan établie dans le sud du pays (SPLA/M).
- Après des années de négociations, l'Accord de paix global signé en 2005 met fin à vingt ans de guerre entre le Nord et le Sud-Soudan.
- Pendant les négociations de paix entre le Nord et le Sud, le conflit reprend de plus belle en 2003 à l'Ouest, dans le Darfour, quand l'Armée/le Mouvement de libération populaire du Soudan et le Mouvement Justice et Égalité prennent les armes contre Khartoum, dénonçant des années de marginalisation sur le plan politique, économique et social. Depuis, la population civile du Darfour subit des attaques incessantes, des déplacements forcés, des tueries et des viols, perpétrés tant par les groupes rebelles que par les milices des Janjawids appuyées par Khartoum.
- En mai 2006, le gouvernement du Soudan signe l'Accord de paix du Darfour avec l'un des groupes rebelles, mais les combats et la crise humanitaire perdurent.
- L'accès au Darfour est strictement contrôlé, tant pour la population soudanaise que pour les organismes internationaux. Les troupes de l'Union africaine (UA) au Darfour sont toujours sous-financées. On poursuit les négociations en vue d'une force conjointe de maintien de la paix UA/Nations unies, mais rien ne permet d'espérer une entente prochaine.
- Dans l'Est, des affrontements ont eu lieu pour des motifs similaires aux conflits du Sud-Soudan et du Darfour. Un Accord de paix a été signé en octobre 2006, mais il est trop tôt pour prédire si cela va suffire à instaurer une paix durable. ☘

En mai 2005, Asha El-Karib du Gender Centre for Research and Training a présenté un exposé devant le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères du Canada sur les perspectives de paix au Soudan. On peut consulter le texte complet de sa présentation dans la rubrique Publications du site Web d'Inter Pares, sous « Travaux collaboratifs ».

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télé. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

